

Par arrêté royal du 21 juillet 2017 M. Depypere, Niels Denis Leon, né à Waregem le 10 janvier 1991, y demeurant, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom celui de "Hosdez" après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 21 juillet 2017 M. Van Engeland, Jarno Jurgen Danniëlla Tom Annemie, né à Lierre le 28 avril 1998, demeurant à Rumst, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom celui de "De Ryck" après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 21 juillet 2017 M. Salgado Goytia, Yannick, né à Chilpancingo de los Bravo (Mexique) op 31 januari 1989, demeurant à Benito Juárez (Mexique), a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom celui de "Salgado Mazy" après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/40614]

Circulaire N° 260. — Objet : Connexion des communes au Casier judiciaire central - données qui doivent être communiquées au Casier judiciaire central

Le Ministre de la Justice,

à l'attention de :

Monsieur le premier président de la Cour de cassation,

Monsieur le procureur général près la Cour de cassation,

Madame et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel,

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours du travail,

Messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel,

Monsieur le procureur fédéral,

Mesdames et Messieurs les présidents des tribunaux,

Mesdames et Messieurs les procureurs du Roi et les auditeurs du travail,

Pour information à mesdames et messieurs les greffiers en chef et secrétaires en chef

Conformément à l'article 10 de la loi du 31 juillet 2009 portant diverses dispositions concernant le Casier judiciaire central, qui donne exécution aux articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle, les administrations communales doivent délivrer les extraits sur la base des données contenues dans les casiers judiciaires communaux jusqu'au 31 décembre 2017. Les modalités de délivrance des extraits de casier judiciaire aux particuliers ont été fixées dans un arrêté royal du 21 novembre 2016.

Depuis mars 2017, plus de la moitié de l'ensemble des communes a déjà accès à l'application du Casier judiciaire central (CJCS). Les autres communes seront invitées à s'y connecter à partir d'avril. Les administrations communales connectées utilisent désormais l'application CJCS pour délivrer des extraits aux citoyens, pour autant que le dossier soit complet dans CJCS. Pour les dossiers incomplets, elles utilisent toujours le casier judiciaire communal pendant la période transitoire (jusqu'au 31 décembre 2017 au plus tard).

Toutefois, à dater du 1^{er} janvier 2018 au plus tard, tous les extraits du casier judiciaire destinés à des particuliers devront être délivrés, conformément aux articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle, sur la base des données contenues dans le Casier judiciaire central, ce qui implique que les casiers judiciaires communaux cesseront d'exister et se transformeront en 'guichets' du Casier judiciaire central au niveau communal. Par conséquent, il est extrêmement important que toutes les informations requises légalement et émanant de la source, c'est-à-dire des cours et tribunaux, soient immédiatement transmises au service Casier judiciaire central du SPF Justice. Il est en outre essentiel que les informations transmises soient correctes et complètes.

Bij koninklijk besluit van 21 juli 2017 is machtiging verleend aan de heer Depypere, Niels Denis Leon, geboren te Waregem op 10 januari 1991, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn naam in die van "Hosdez" te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 21 juli 2017 is machtiging verleend aan de heer Van Engeland, Jarno Jurgen Danniëlla Tom Annemie, geboren te Lier op 28 april 1998, wonende te Rumst, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn naam in die van "De Ryck" te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

FEDERALE OVERHEIDS DIENST JUSTITIE

[C – 2017/40614]

Omszendbrief Nr. 260. — Betreft : Aansluiting van de gemeenten op het Centraal Strafregerister - gegevens die aan het Centraal Strafregerister moeten worden bezorgd

De Minister van Justitie,

Aan :

De heer eerste voorzitter van het Hof van Cassatie,

De heer procureur-generaal bij het Hof van Cassatie,

De dames en heren eerste voorzitters van de Hoven van beroep,

De dames en heren eerste voorzitters van de arbeidshoven,

De heren procureurs-generala bij de Hoven van beroep,

De heer Federale procureur,

De dames en heren voorzitters van de rechtbanken,

De dames en heren procureurs des Konings en arbeidsauditeurs,

Ter inlichting aan de dames en heren hoofdgriffiers en hoofdsecretarissen

Krachtens artikel 10 van de wet van 31 juli 2009 betreffende diverse bepalingen met betrekking tot het Centraal Strafregerister, dat uitvoering geeft aan de artikelen 595 en 596 van het Wetboek van strafvordering, dienen de gemeentelijke strafregisters tot uiterlijk 31 december 2017 de uittreksels af te leveren op basis van de gegevens in het gemeentelijk strafregister. In een koninklijk besluit van 21 november 2016 werden de modaliteiten van aflevering van de uittreksels uit het strafregister aan particulieren nader bepaald.

Sinds maart 2017 hebben reeds meer dan de helft van alle gemeenten toegang tot de applicatie van het Centraal Strafregerister (CJCS). De overige gemeenten zullen vanaf april worden uitgenodigd om aan te sluiten. De aangesloten gemeentebesturen gebruiken thans de applicatie CJCS om uittreksels af te leveren aan de burgers voor zover het dossier volledig is dans CJCS. Voor de onvolledige dossiers gebruiken zij, tijdens de overgangsperiode (tot uiterlijk 31.12.2017), nog steeds het gemeentelijk strafregister.

Uiterlijk op 1 januari 2018 dienen evenwel alle uittreksels uit het strafregister bestemd voor particulieren op grond van de artikelen 595 en 596 Sv. te worden aangeleverd op basis van de gegevens in het Centraal Strafregerister waardoor de gemeentelijke strafregisters zullen ophouden te bestaan en worden omgevormd tot "loketten" van het Centraal Strafregerister op gemeentelijk niveau. Bijgevolg is het uitermate belangrijk dat alle wettelijk vereiste informatie vanaf de bron – lees : de hoven en rechtbanken – onmiddellijk wordt overgemaakt aan de dienst Centraal Strafregerister van de FOD Justitie. Het is bovendien van essentieel belang dat de overgemaakte informatie correct en volledig is.

Ce n'est que de cette manière que le Casier judiciaire central pourra devenir une banque de données centrale qualitative, complète et authentique concernant les antécédents judiciaires.

Je vous saurais gré dans ce cadre de bien vouloir diffuser les directives ci-dessous auprès des instances ou personnes intéressées qui sont sous votre autorité et d'inciter celles-ci à les respecter scrupuleusement.

1. Données à transmettre au Casier judiciaire central (articles 590-592 du Code d'instruction criminelle)

Les décisions qui doivent être communiquées au Casier judiciaire central sont énumérées à l'article 590 du Code d'instruction criminelle :

1° les condamnations à une peine criminelle, correctionnelle ou de police; 2° les décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation ou la suspension probatoire, constatant la révocation de la suspension ou prononçant la révocation de la suspension probatoire, ou remplaçant la suspension simple par la suspension probatoire, prises par application des articles 3 à 6 et 13 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation; 3° les décisions prononçant la révocation du sursis simple ou probatoire, prises par application de l'article 14 de la même loi; 4° les décisions d'internement, d'octroi ou de révocation de la libération à l'essai ou de la libération anticipée en vue de l'éloignement du territoire ou en vue de la remise, et de libération définitive, prises en application de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement; 5° les décisions de mise à la disposition du tribunal de l'application des peines et de privation de liberté prises par application des articles 34bis à 34quater du Code pénal et de l'article 95/7 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine; 6° les décisions d'internement des condamnés visés à l'article 21 de la même loi, et celles ordonnant leur retour au centre pénitentiaire; 7° les déchéances de l'autorité parentale et les réintégrations, les mesures prononcées à l'égard des mineurs, énumérées à l'article 63 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, de même que les levées ou modifications de ces mesures décidées par le tribunal de la jeunesse en application de l'article 60 de la même loi; 8° les arrêts d'annulation rendus par application des articles 416 à 442 ou des articles 443 à 447bis du présent code; 9° les décisions de rétractation rendues par application des articles 10 à 14 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle; 10° les décisions interprétatives ou rectificatives; 11° les arrêts de réhabilitation rendus par application des articles 621 à 634 du présent code; 12° les arrêtés de réhabilitation pris par application de l'arrêté-loi du 9 décembre 1943 sur la réhabilitation des gens de mer et sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certaines infractions maritimes; 13° les arrêtés de réhabilitation pris par application de l'arrêté-loi du 22 avril 1918 relatif à la réhabilitation militaire; 14° les arrêtés de grâce; 15° les décisions d'octroi ou de révocation de la libération conditionnelle; 16° les décisions rendues en matière pénale par des juridictions étrangères à charge de Belges ou de personnes morales ayant leur siège social ou un siège d'exploitation en Belgique, qui sont notifiées au Gouvernement belge en vertu de conventions internationales ou d'une règle de droit dérivé de l'Union européenne liant la Belgique, ainsi que les mesures d'amnistie, d'effacement de condamnation ou de réhabilitation prises par une autorité étrangère, susceptibles d'affecter ces dernières décisions, qui sont portées à la connaissance du Gouvernement belge; 17° les condamnations par simple déclaration de culpabilité prononcées en application de l'article 21ter de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale; 18° l'interdiction visée à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive; 19° les décisions constatant l'extinction de l'action publique en application de l'article 216bis, § 2.

Le Casier judiciaire enregistre également les peines accessoires ou subsidiaires et les mesures de sûreté, ainsi que le sursis, simple ou probatoire, assortissant les condamnations.

Enkel op deze manier kan het Centraal Strafregerister een kwalitatieve, volledige en authentieke centrale databank worden met betrekking tot gerechtelijke antecedenten.

In het kader hiervan mag ik u verzoeken onderstaande richtlijnen te willen verspreiden aan alle onder uw gezag ressorterende instanties of belanghebbenden en aan te dringen op een nauwgezette naleving hiervan.

1. Aan het Centraal Strafregerister over te maken gegevens (Art. 590 – 592 Sv.)

De beslissingen die aan het Centraal Strafregerister moeten worden bezorgd staan opgesomd in artikel 590 van het Wetboek van strafvordering :

1° veroordelingen tot criminale, correctionele of politiestraffen; 2° beslissingen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling of tot probatie-opschorting, beslissingen tot herroeping van de opschorting of van de probatie-opschorting, alsook beslissingen waarbij een gewone opschorting wordt vervangen door een probatie-opschorting, overeenkomstig de artikelen 3 tot 6 en 13 van de wet van 29 juni 1964 betreffende het uitstel, de opschorting en de probatie; 3° beslissingen tot herroeping van het gewone of probatie-uitstel, overeenkomstig artikel 14 van dezelfde wet; 4° beslissingen tot internering, tot toekenning of herroeping van de invrijheidstelling op proef of vervroegde invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied of met het oog op overlevering en tot definitieve invrijheidstelling die genomen zijn overeenkomstig de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering; 5° beslissingen tot terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank en tot vrijheidsbeneming die overeenkomstig de artikelen 34bis tot en met 34quater van het Strafwetboek en artikel 95/7 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten zijn genomen; 6° beslissingen tot internering van de veroordeelden bedoeld in artikel 21 van dezelfde wet, alsook beslissingen op grond waarvan hun terugkeer naar de strafinrichting wordt gelast; 7° de ontzettingen uit de ouderlijke macht en herstel ervan, de maatregelen uitgesproken ten aanzien van minderjarigen opgesomd in artikel 63 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, alsook opheffingen of wijzigingen van die maatregelen die met toepassing van artikel 60 van dezelfde wet door de jeugdrechtbank worden uitgesproken; 8° vernietigingsarresten uitgesproken op grond van de artikelen 416 tot 442 of van de artikelen 443 tot 447bis van dit wetboek; 9° intrekingsbeslissingen genomen op grond van de artikelen 10 tot 14 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof; 10° beslissingen tot uitlegging of verbetering; 11° arresten van herstel in eer en rechten uitgesproken op grond van de artikelen 621 tot 634 van dit wetboek; 12° besluiten tot herstel in eer en rechten uitgevaardigd overeenkomstig de besluitwet van 9 december 1943 op het herstel in eer en rechten van zielieden en op het verdwijnen van strafvervolgingen en straffen voor bepaalde maritieme inbreuken; 13° besluiten tot herstel in eer en rechten uitgevaardigd overeenkomstig de besluitwet van 22 april 1918 op het militair eerherstel; 14° genadebesluiten; 15° beslissingen tot toekenning of herroeping van de voorwaardelijke invrijheidstelling; 16° beslissingen in strafzaken genomen door buitenlandse rechtscolleges ten aanzien van Belgen of rechtspersonen die hun maatschappelijke zetel of een exploitatiezetel in België hebben, die krachtens internationale overeenkomsten of een regel van afgeleid recht van de Europese Unie waardoor België is gebonden, ter kennis van de Belgische regering worden gebracht, alsook maatregelen tot amnestie, uitwisseling van de veroordeling of herstel in eer en rechten, genomen door een buitenlandse overheid, welke een invloed kunnen hebben op die beslissingen en aan de Belgische Regering zijn medegedeeld; 17° de veroordelingen met eenvoudige schuldigverklaring uitgesproken met toepassing van artikel 21ter van de wet van 17 april 1878, houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering; 18° het in artikel 35, § 1, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis bedoelde verbod; 19° beslissingen tot vaststelling van het verval van de strafvordering met toepassing van artikel 216bis, § 2.

In het Strafregerister worden ook bijkomende straffen, vervangende straffen en veiligheidsmaatregelen geregistreerd, alsook het gewone of het probatie-uitstel verbonden aan veroordelingen.

Les condamnations qui auraient déjà été enregistrées et qui feraient l'objet d'une décision d'acquittement prononcée à la suite d'un recours en opposition introduit durant le délai extraordinaire d'opposition ou d'un renvoi après annulation sont effacées du Casier judiciaire.

La présente directive s'applique également à toutes les corrections de bulletins de condamnation et/ou condamnations à l'égard de personnes physiques ou de personnes morales.

Conformément à l'article 592 du même code, les greffiers doivent transmettre ces données dans les trois jours qui suivent celui où les décisions sont passées en force de chose jugée. Il est très important que les greffes des cours et tribunaux respectent rigoureusement la disposition de l'article 592 du Code d'instruction criminelle afin de permettre un enregistrement rapide de ces données dans le Casier judiciaire central et la garantie de la fiabilité des données de l'extrait. Si cette disposition n'est pas respectée, c'est alors un extrait de casier judiciaire incomplet qui serait délivré.

Dans le cadre de la numérisation, il est demandé d'envoyer les bulletins de condamnation sous format électronique. Il est également demandé de manière expresse de n'envoyer les informations au Casier judiciaire central qu'une seule fois afin d'éviter les doubles enregistrements.

Toutes les décisions visées à l'article 590 du Code d'instruction criminelle et destinées au Casier judiciaire central doivent être envoyées par e-mail à l'adresse suivante :

cjcs-bulletin@just.fgov.be

Il convient à cet égard de tenir compte des directives suivantes :

- Les bulletins doivent être envoyés par e-mail et sous la forme d'un fichier PDF (soit après avoir été scannés, soit en tant que documents générés automatiquement par l'application);
- Les fichiers transmis ne peuvent pas contenir plus de 100 bulletins chacun;
- Les bulletins concernant un acquittement ou une prescription doivent uniquement être transmis si l'acquittement ou la prescription ont été prononcés après un recours (opposition, appel) contre une décision qui avait déjà été transmise auparavant;
- Les avis de recours (appel, opposition) doivent être envoyés uniquement si le jugement contre lequel le recours est formé a déjà été transmis auparavant au service du Casier judiciaire central (on vise donc les recours formés dans un délai extraordinaire) : ces avis sont également transmis par e-mail;
- Les jugements en rectification doivent également être envoyés par e-mail;
- Aucun bulletin ne peut encore être envoyé par la poste ou par fax (afin d'éviter un double enregistrement des mêmes informations);
- Tout e-mail envoyé doit provenir d'une boîte mail de service et mentionner une personne de contact (nom, prénom, numéro de téléphone);
- La signature du bulletin n'est plus nécessaire : c'est l'expéditeur (FMF...@just.fgov.be) qui permet au Casier judiciaire central de contrôler l'origine correcte du bulletin;
- La boîte mail de service qui sert à l'envoi des documents au Casier judiciaire central doit être régulièrement vidée : en effet, elle fera office à l'avenir de canal unique pour l'envoi de documents entre le Casier judiciaire central et le greffe;
- Après réception des documents par le Casier judiciaire central, un accusé de réception est envoyé à l'expéditeur des documents.

Remarque : Cette directive ne s'applique pas aux juridictions qui ont la possibilité de transmettre les bulletins de condamnation au Casier judiciaire central directement via l'application Mach. Depuis le 1^{er} janvier 2015, le Casier judiciaire central reçoit toutes les condamnations prononcées par les tribunaux de police directement par voie électronique via le système Mach-VAJA (voy. également l'article 2 de l'arrêté royal du 21 novembre 2016 fixant les modalités de délivrance des extraits de casier judiciaire aux particuliers).

Reeds geregistreerde veroordelingen vernietigd ingevolge een verzet aangetekend tijdens de buitengewone verzettermijn of een verwijzing na nietigverklaring, worden uit het Strafregerister gewist.

Deze richtlijn geldt eveneens voor alle correcties van veroordelingsbulletins en/of veroordelingen ten aanzien van natuurlijke personen of rechtspersonen.

Krachtens artikel 592 van hetzelfde wetboek moeten deze gegevens worden bezorgd door de griffiers binnen de drie dagen volgend op de dag waarop de beslissingen in kracht van gewijsde zijn gegaan. Het is van groot belang dat de griffies van de hoven en rechtbanken de bepaling in artikel 592 Sv. strikt naleven teneinde een snelle registratie van deze gegevens in het Centraal Strafregerister en het garanderen van de betrouwbaarheid van de gegevens op het uittreksel mogelijk te maken. Indien deze bepaling niet wordt nageleefd, zal enkel een onvolledig uittreksel uit het strafregister kunnen worden afgeleverd.

In het kader van de digitalisering wordt gevraagd om de veroordelingsbulletins in elektronisch formaat door te sturen. Er wordt tevens uitdrukkelijk gevraagd de informatie slechts één keer door te sturen naar het Centraal Strafregerister teneinde dubbele registraties te voorkomen.

Alle beslissingen zoals bedoeld in artikel 590 van het wetboek van Strafvordering en bestemd voor het Centraal Strafregerister dienen per e-mail te worden verzonden naar het volgende adres :

cjcs-bulletin@just.fgov.be

Hierbij dienen de volgende richtlijnen in acht te worden genomen :

- De bulletins dienen via e-mail en als PDF-bestand (hetzij na scanning, hetzij als document dat rechtstreeks via de applicatie werd gegenereerd) te worden verstuurd;
- Elk overgezonden bestand mag niet meer dan 100 bulletins bevatten;
- De bulletins inzake vrijspraak of verjaring dienen enkel te worden overgemaakt indien zij werden uitgesproken na een rechtsmiddel (verzet, hoger beroep) tegen een beslissing die voordien reeds werd overgemaakt;
- De berichten inzake beroep (verzet) dienen enkel te worden overgezonden voor zover de veroordeling waartegen het rechtsmiddel werd aangetekend reeds werd overgemaakt aan de dienst Centraal Strafregerister (de rechtsmiddelen tijdens de buitengewone termijn van verzet worden dus beoogd) : deze berichten worden eveneens overgemaakt via e-mail;
- De beslissingen tot rechtsetting dienen eveneens via e-mail te worden overgemaakt;
- Geen enkel bulletin mag nog via de post of per fax worden verstuurd (teneinde een dubbele registratie van dezelfde informatie te vermijden);
- Elke verzonden e-mail dient afkomstig te zijn vanaf een dienstmailbox en dient een contactpersoon te vermelden (naam, voornaam, telnr.);
- Het ondertekenen van het bulletin is niet meer noodzakelijk : het is de afzender (FMF...@just.fgov.be) die het Centraal Strafregerister toelaat om de correcte oorsprong van het bulletin te verifiëren;
- De dienstenmailbox dienstig voor het verzenden van de documenten naar het Centraal Strafregerister dient regelmatig te worden geleidigd : deze mailbox zal immers voortaan dienst doen als enig kanaal voor het verzenden van documenten tussen het Centraal Strafregerister en de griffie;
- Een ontvangstmelding wordt na ontvangst van de documenten door de dienst Centraal Strafregerister verzonden naar de afzender van de documenten.

Opmerking : Deze richtlijn geldt niet voor de jurisdicities die de mogelijkheid hebben om de veroordelingsbulletins rechtstreeks over te maken aan het Centraal Strafregerister via de applicatie Mach. Het Centraal Strafregerister ontvangt, sinds 1 januari 2015, alle veroordelingen uitgesproken door de politierechtbanken rechtstreeks via elektronische weg via het systeem MaCH-VAJA (zie ook art. 2 van het KB van 21 november 2016 betreffende de modaliteiten van aflevering van de uittreksels uit het strafregister aan particulieren).

Les tribunaux correctionnels qui disposent de l'application Mach n'ont pas encore la possibilité de transmettre les condamnations directement au Casier judiciaire central via le système Mach-VAJA. Les directives ci-dessus leur sont donc applicables jusqu'à nouvel ordre, comme pour les tribunaux correctionnels qui ne travaillent pas encore avec l'application Mach.

À terme, l'implémentation de l'application Mach au sein des tribunaux correctionnels permettra également à ceux-ci de transmettre directement les informations des condamnations dans le Casier judiciaire central.

2. Données à caractère personnel

Afin d'arriver à une identification concluante du ou des condamnés et à la centralisation des informations relatives à une personne déterminée pour permettre leur communication aux instances publiques judiciaires ou administratives, il est essentiel d'informer le Casier judiciaire central sur l'existence d'alias éventuels (identités alternatives). Il a été constaté que ce n'était pas systématiquement le cas.

En outre, l'enregistrement des condamnations dans le Casier judiciaire central et la demande d'extraits via CJCS-CG par les administrations communales peuvent uniquement être effectués à condition que la condamnation confienne le numéro de registre national de la personne condamnée. J'insiste donc sur l'absolue nécessité, dans tous les cas où la personne dispose d'un numéro de registre national et où l'application informatique permet l'enregistrement de cette donnée, d'introduire et/ou de communiquer le numéro de registre national.

3. Défaut et opposition/appel

Rappelons que conformément aux dispositions de la circulaire du ministre de la Justice du 30 août 2001 et dans le prolongement de l'article 590, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle, un jugement rendu par défaut, signifié au condamné sans parler à sa personne, acquiert force de chose jugée à l'expiration du délai ordinaire d'opposition, sous condition résolatoire d'une opposition dans le délai extraordinaire d'opposition, déclarée recevable. Ces décisions doivent également être communiquées au Casier judiciaire central dans les trois jours qui suivent celui où les décisions sont passées en force de chose jugée.

Il est également nécessaire que le Casier judiciaire central soit averti des décisions d'acquittement rendues à la suite d'un recours en opposition ou en appel, introduit durant le délai extraordinaire, afin de permettre la suppression des condamnations anéanties par ce recours mais déjà enregistrées par le Casier judiciaire central, et aussi les décisions d'acquittement prononcées par les juridictions de renvoi à la suite d'un arrêt de cassation.

4. Communication d'oppositions et d'appels

Nous vous rappelons l'article 3, 10^e et 12^e, de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant exécution de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central.

L'article 3, 10^e, prévoit que la mention éventuelle de ce que la décision a été prononcée sur opposition à une décision antérieure doit être communiquée au Casier judiciaire central.

Cette obligation implique ce qui suit :

- cette mention d'opposition n'est possible que si la décision antérieure a déjà été communiquée au Casier judiciaire central;

- aucune opposition ne doit être communiquée au Casier judiciaire central pendant le délai d'opposition ordinaire, étant donné que le jugement ou l'arrêt initial n'a pas pu être transmis au Casier judiciaire central avant l'expiration de ce délai.

L'article 3, 12^e, prévoit que les références du jugement ou arrêt dont appel ou opposition doivent être communiquées au Casier judiciaire central.

Par "références", il y a lieu d'entendre :

- la date du jugement initial;
- le numéro de jugement du jugement initial;
- le numéro de prévenu;
- les nom, date et lieu de naissance du prévenu;
- la mention qu'il a été fait opposition ou appel.

De correctionele rechtbanken die over de applicatie Mach beschikken hebben nog niet de mogelijkheid om de veroordelingen rechtstreeks over te maken aan het Centraal Strafregerister via het systeem Mach-VAJA. De hierboven beschreven richtlijnen zullen derhalve pas op hen van toepassing zijn tot nader order, zoals voor de correctionele rechtbanken die nog niet werken met de applicatie Mach.

De implementatie van de applicatie Mach bij de correctionele rechtbanken zal hen op termijn toelaten om de informatie van de veroordelingen rechtstreeks over te maken aan het Centraal Strafregerister.

2. Persoonsgegevens

Teneinde te komen tot een sluitende identificatie van de veroordeelde(n) en centralisatie van de informatie met betrekking tot één persoon met het oog op de mededeling hiervan aan de gerechtelijke of administratieve overheidsinstanties, is het van wezenlijk belang de dienst Centraal Strafregerister te informeren met betrekking tot het bestaan van eventuele aliassen (alternatieve identiteiten). Er werd vastgesteld dat dit niet systematisch gebeurt.

De registratie van de veroordelingen in het Centraal Strafregerister en de opvraging van uittreksels via CJCS-CG door de gemeentebesturen, kan bovendien slechts plaats vinden op voorwaarde dat de veroordeling het riksregisternummer van de veroordeelde persoon bevat. Ik dring dus aan op de absolute noodzaak, in alle gevallen waarin de persoon over een riksregisternummer beschikt en waarbij de informatictatoepassing de registratie van dit gegeven toelaat, om het riksregisternummer in te voeren en/of mee te delen.

3. Verstek en verzet/hoger beroep

Er weze aan herinnerd dat, conform de bepalingen van de omzendbrief van de minister van Justitie van 30 augustus 2001 en aansluitend bij art. 590, derde lid, Sv., een bij verstek gewezen vonnis, betekend aan de veroordeelde zonder hem persoonlijk te spreken, kracht van gewijsde verwerft na verloop van de gewone termijn van verzet, onder de ontbindende voorwaarde van een ontvankelijk verklaard verzet binnen de buitengewone termijn van verzet. Ook deze beslissingen dienen binnen de drie dagen volgend op de dag waarop de beslissingen in kracht van gewijsde zijn gegaan te worden meegedeeld aan het Centraal Strafregerister.

Het is ook noodzakelijk dat het Centraal Strafregerister in kennis wordt gesteld van de beslissingen tot vrijspraak, gewezen ingevolge verzet of hoger beroep gedaan tijdens de buitengewone termijn (zulks teneinde vonnissen te kunnen schrappen die door dat rechtsmiddel teniet zijn gedaan maar reeds geregistreerd zijn in het Centraal Strafregerister), alsook van de beslissingen tot vrijspraak uitgesproken door gerechten waarnaar de zaak ingevolge een arrest van het Hof van Cassatie was verwezen.

4. Melding van verzetten en hogere beroepen

Er wordt herinnerd aan artikel 3, 10^e en 12^e van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 tot uitvoering van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregerister.

Artikel 3, 10^e bepaalt dat de eventuele vermelding dat de beslissing is uitgesproken na verzet tegen een eerdere beslissing, dient te worden meegedeeld aan het Centraal Strafregerister.

Deze verplichting houdt in dat :

- deze melding van een verzet enkel mogelijk is wanneer de eerdere beslissing reeds is meegedeeld aan het Centraal Strafregerister;

- geen verzet dient te worden meegedeeld aan het Centraal Strafregerister tijdens de gewone verzetstermijn aangezien het oorspronkelijke vonnis of arrest niet voor het verstrijken van deze termijn kon worden overgemaakt aan het Centraal Strafregerister.

Artikel 3, 12^e bepaalt dat de nodige gegevens omtrent het vonnis of arrest waartegen beroep of verzet is gedaan, dienen te worden meegedeeld aan het Centraal Strafregerister.

Onder "de nodige gegevens" worden verstaan :

- de datum van het oorspronkelijke vonnis;
- het vonnisnummer van het oorspronkelijke vonnis;
- het betichtenummer;
- de naam, geboortedatum en geboorteplaats van de betichte;
- de melding dat verzet dan wel hoger beroep werd aangetekend.

5. Bulletins de renseignements

Les bulletins de renseignements continuent à être délivrés, jusqu'à nouvel ordre, par les administrations communales. Néanmoins, pour ce qui est du volet "antécédents judiciaires", le Ministère Public doit se référer à l'extrait du Casier judiciaire central disponible via l'application CJCS conformément à l'article 593 du Code d'instruction criminelle. Cet extrait contient toutes les décisions ayant été mentionnées dans le bulletin de renseignements (à l'exception des condamnations à une peine de police qui n'ont pas été prononcées pour infraction au Code pénal ou qui comportaient une déchéance du droit de conduire, prononcées avant le 1^{er} janvier 2015; ces condamnations sont effacées après trois ans) et contient également d'autres décisions qui ne sont pas communiquées aux administrations communales (par exemple, la plupart des suspensions du prononcé, les mesures protectionnelles en matière de jeunesse, les condamnations étrangères, etc.).

Depuis la connexion des administrations communales au Casier judiciaire central, celles-ci ne doivent plus enregistrer dans le casier judiciaire communal les dossiers qui sont complets dans le Casier judiciaire central et peuvent obtenir un extrait automatiquement. Aujourd'hui, ces condamnations ne seraient plus mentionnées dans un bulletin de renseignements, mais bien naturellement sur l'extrait du Casier judiciaire central que le Ministère Public peut obtenir via l'application CJCS et dans la mesure, bien entendu, où ces condamnations ont été transmises valablement par les greffes des tribunaux au Casier judiciaire central.

Le bulletin de renseignements reprenant les transactions, celles-ci doivent toujours être communiquées, jusqu'à nouvel ordre, par le Ministère Public aux administrations communales.

6. Envoi de bulletins de condamnation

À une date qui doit encore être précisée mais au plus tard le 31 décembre 2017, les bulletins de condamnation ne devront plus être envoyés aux communes, mais uniquement au Casier judiciaire central, par la voie électronique (voy. point 1, ci-dessus). C'est le Casier judiciaire central qui servira désormais de source unique pour les administrations communales, en ce qui concerne les antécédents judiciaires des citoyens.

7. Communication de certaines déchéances

Il est constaté que la communication des interdictions du droit de vote par les parquets aux administrations communales ne s'effectue pas systématiquement via des notifications comme le prévoit la circulaire du 31 mai 2011 relative à l'application des nouvelles dispositions du Code électoral modifiées par la loi du 14 avril 2009.

L'application rigoureuse de cette directive est toutefois de la plus grande importance, car ces notifications sont indispensables pour permettre aux administrations communales de tenir à jour leur fichier électoral et d'établir les listes électorales.

Je demande par conséquent une application stricte de la circulaire du 31 mai 2011 relative à l'application des nouvelles dispositions du Code électoral modifiées par la loi du 14 avril 2009. Cette circulaire prévoit que les parquets des cours et tribunaux doivent systématiquement communiquer les interdictions, temporaires ou définitives, du droit de vote au bourgmestre de la commune où l'intéressé était inscrit au registre de la population à l'époque de la condamnation ou de l'internement, ainsi qu'à l'intéressé lui-même.

Ces notifications indiquent :

1. Les nom, prénoms, lieu et date de naissance, lieu de résidence du condamné ou de l'interné;
2. La juridiction qui a prononcé la décision et la date de celle-ci;
3. L'exclusion de l'électoral ou la date à laquelle la suspension des droits électoraux prend fin.

La communication des déchéances du droit de conduire ne passe pas non plus par le Casier judiciaire central parce que les modalités d'exécution (dates exactes de début et de fin, etc.) de ces déchéances ne sont pas communiquées au Casier judiciaire central ni enregistrées.

5. Inlichtingenbulletins

Tot nader order worden de inlichtingenbulletins nog steeds door de gemeentebesturen afgeleverd. Niettemin dient het Openbaar Ministerie zich - wat betreft het luik "gerechtelijke antecedenten" - te beroepen op het uitreksel uit het Centraal Strafregerister dat beschikbaar is via de applicatie CJCS op grond van artikel 593 van het Wetboek van strafvordering. Dit uitreksel bevat alle beslissingen die voorheen vermeld werden op het inlichtingenbulletin (evenwel met uitzondering van de veroordelingen tot een politiestraf die niet werd uitgesproken wegens een inbreuk op het Strafwetboek of een verval van het recht tot sturen inhield, uitgesproken voor 01/01/2015; deze veroordelingen worden na drie jaar uitgewist), en bevat tevens andere beslissingen die niet worden meegedeeld aan de gemeentebesturen (bijvoorbeeld de meerderheid van de opschoringen van de uitspraak, jeugdbeschermissmaatregelen, buitenlandse veroordelingen, enz.).

Sinds de aansluiting van de gemeentebesturen op het Centraal Strafregerister dienen de gemeentebesturen de dossiers die volledig zijn in het Centraal Strafregerister niet langer te registreren in het gemeentelijk strafregister en kunnen zij automatisch een uitreksel verkrijgen. Deze veroordelingen zouden heden niet meer vermeld worden op een inlichtingenbulletin, doch zij worden uiteraard wel vermeld op het uitreksel uit het Centraal Strafregerister dat het Openbaar Ministerie kan bekomen via de applicatie CJCS en welteverstaan voor zover deze veroordelingen op geldige wijze door de griffies van de rechtkbanken aan het Centraal Strafregerister werden overgezonden.

De minnelijke schikkingen, opgenomen in het inlichtingenbulletin, moeten nog steeds door het Openbaar Ministerie overgemaakt worden aan de gemeentebesturen tot nader order.

6. Verzenden van veroordelingsbulletins

Op een nog nader te bepalen datum, doch ten laatste op 31 december 2017, dienen de veroordelingsbulletins niet meer naar de gemeenten te worden gestuurd, maar enkel nog naar het Centraal Strafregerister via elektronische weg (zie punt 1., supra). Het zal voortaan het Centraal Strafregerister zijn dat voor de gemeentebesturen de enige bron met betrekking tot de gerechtelijke antecedenten van de burgers is.

7. Mededeling van bepaalde vervallenverklaringen

Er wordt vastgesteld dat de melding van de ontzettingen uit het kiesrecht door de parketten aan de gemeentebesturen niet systematisch verloopt via berichtgevingen zoals voorgeschreven door de omzendbrief van 31 mei 2011 betreffende de toepassing van de nieuwe bepalingen van het Kieswetboek die gewijzigd werden bij de wet van 14 april 2009.

Het is evenwel uitermate belangrijk deze richtlijn strikt toe te passen, aangezien deze meldingen onontbeerlijk zijn teneinde de gemeentebesturen toe te laten het kiezersbestand te actualiseren en de kiezerslijsten op te stellen.

Ik vraag bijgevolg een strikte toepassing van de omzendbrief van 31 mei 2011 betreffende de toepassing van de nieuwe bepalingen van het Kieswetboek die gewijzigd werden bij de wet van 14 april 2009 gevraagd. Deze omzendbrief schrijft voor dat de parketten van de hoven en rechtkbanken de ontzettingen – tijdelijk of definitief – uit het kiesrecht systematisch dienen te melden aan de burgemeester van de gemeente waar de betrokken ingeschreven was in het bevolkingsregister ten tijde van de veroordeling of internering, alsook aan de betrokken zelf.

Deze kennisgevingen vermelden :

1. De naam, voornamen, geboorteplaats- en datum en de verblijfplaats van de veroordeelde of geïnterneerde;
2. Het gerecht dat de beslissing heeft gewezen en de datum van de beslissing;
3. De uitsluiting van het kiesrecht of de datum waarop de opschoring van dit recht ophoudt.

Ook de mededeling van vervallenverklaringen van het recht tot sturen geschieft niet via het Centraal Strafregerister omdat van het feit dat de modaliteiten van uitvoering (exacte data begin en einde, enz.) van deze vervallenverklaring niet worden meegedeeld aan en geregistreerd in het Centraal Strafregerister.

8. Interdictions de contact avec des mineurs (articles 35-37 de la loi relative à la détention préventive)

Je rappelle la disposition de l'article 37 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, modifié par l'article 106 de la loi du 25 décembre 2016 modifiant le statut juridique des détenus et la surveillance des prisons et portant des dispositions diverses en matière de justice.

Cette disposition oblige les autorités judiciaires à transmettre les décisions prises en application de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, de même que les décisions de retrait, de modification ou de prolongation de ces décisions, au Casier judiciaire central et au service de police de la commune où l'intéressé a son domicile ou sa résidence.

Cette disposition est importante notamment dans le cadre de la délivrance des extraits du casier judiciaire destinés à l'exercice d'une activité en contact avec des mineurs (article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle).

Le ministre de la Justice,
K. GEENS

8. Contactverboden met minderjarigen (art. 35 - 37 Wet voorlopige hechtenis)

Ik herinner aan de bepaling van artikel 37 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis zoals gewijzigd door art. 106 van de Wet van 25 december 2016 tot wijziging van de rechtspositie van de gedetineerden en van het toezicht op de gevangenissen en houdende diverse bepalingen inzake justitie.

Deze bepaling verplicht de gerechtelijke overheden om de beslissingen genomen met toepassing van artikel 35, § 1, tweede lid, alsook de beslissingen tot intrekking, wijziging of verlenging van deze beslissingen over te zenden aan het Centraal Strafregeren en aan de politiedienst van de gemeente waar de betrokkenen zijn woon- of verblijfplaats heeft.

Deze bepaling is met name belangrijk in het kader van de aflevering van de uittreksels uit het strafregister die zijn bestemd voor het uitoefenen van een activiteit in contact met minderjarigen (art. 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering).

De minister van Justitie,
K. GEENS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

Landbouw en Visserij

[C – 2017/40609]

Lijst van de loontrieerders, erkend tot 30 juni 2018

Naam van het loontriëringsbedrijf	Adres van de loontriëringsinstallatie	
BENTEIN LUC	DIJK 28	8670 KOKSIJDE (WULPEN)
COLPAERT LUC	VAARTDIJK ZUID 19B	8432 MIDDELKERKE (LEFFINGE)
COOPMAN CARLOS	MOERESTEENWEG 9	8630 VEURNE (HOUTEM)
DECOSTER Landbouwproducten B.V.B.A.	ZEVEKOTESTEENWEG 2	8432 MIDDELKERKE (LEFFINGE)
DEWEER WERNER	PONTSTRAAT 23	8551 ZWEVEGEM (HEESTERT)
DOBBELAERE FIRMA B.V.B.A.	HOEKESTRAAT 78	8300 KNOKKE-HEIST (WESTKAPELLE)
INGHELBRECHT HENDRIK B.V.B.A.	CATHILLEWEG 113	8490 JABBEKE (STALHILLE)
LUC PAUWELS N.V.	KETTERIJSTRAAT 46A	9988 WATERVLIET
DEVA FYTO N.V.	ALBERT I LAAN 72	8630 VEURNE
VAN DE VELDE HANS	MOERSTRAAT 113	9970 KAPRIJKE
VRANCKX-VAN WINKELEN L.V.	HAUTHEM 74A	3320 HOEGAARDEN
VERHELST - COPPENS AGRI N.V.	DORPWEG 39	8377 ZUIENKERKE (MEETKERKE)